

# Palestine

## s o l i d a r i t é 44

N° 40 • Automne 2014

## Dédié aux Gazaouis...



... **V**ictimes du massacre, perpétré en toute impunité — pour l'instant ? — par l'armée israélienne. Nous reviendrons sur l'enchaînement des faits précédents les bombardements et l'objectif que poursuit l'agresseur. Nous donnerons la parole aux Palestiniens de Cisjordanie et aux voix dissidentes au sein de la société israélienne. Nous nous attarderons sur l'histoire de ce petit territoire surpeuplé ... de réfugiés.

Nous aurions souhaité citer des déclarations courageuses de notre gouvernement ou de nos élites dénonçant un acharnement meurtrier et complètement disproportionné, mais nous n'avons eu droit qu'à une empathie pour Israël et sa sécurité et un silence assourdissant pendant que les bombes pilonnaient. Que le mois d'août fût long et douloureux pour les familles palestiniennes, et l'une d'elle s'exprime ici, revenant sur le mythe de Massada. Heureusement, le mouvement de solidarité sut se mobiliser à la hauteur des enjeux, et continue à le faire, que ce soit à Nantes ou à Paris .

### **Alors aujourd'hui, que peut-on encore faire ?**

D'abord que la communauté internationale reconnaisse que des crimes de guerre et contre l'humanité ont été commis par Israël, comme vous lirez les constatations du Tribunal Russel.

Ensuite que l'UE sanctionne l'agresseur en suspendant les accords économiques préférentiels, et interdise l'importation des produits des colonies que nous devons boycotter ; un boycott des produits israéliens qui prend une nouvelle ampleur en Cisjordanie.

Mais il y a une revendication qui aujourd'hui prend toute son importance, c'est la reconnaissance de l'État de Palestine, comme vient de le faire la Suède, comme l'ont voté les parlements britannique et irlandais, ou comme s'appête à le faire le Parlement espagnol. La France, il n'y a pas si longtemps à la tête de l'Europe pour la reconnaissance des droits des Palestiniens, devient tellement chiche, que sa position est devenue complètement illisible. Notre ministre des Affaires étrangères, pressé de s'exprimer sur le sujet, a finalement répondu à l'Assemblée Nationale que la France le ferait, « le moment venu » ; cette précision est une véritable provocation, car comme le souligne l'historien israélien Shlomo Sand à propos de la sécurité d'Israël : « *De quoi parle-t-on ? Nous avons le meilleur armement et le soutien de la première puissance mondiale ; le monde arabe nous propose une paix globale sur les frontières de 1967 et la dernière guerre qui a menacé l'existence d'Israël remonte à trente-cinq ans.* »

Un des prédécesseurs de Laurent Fabius, Dominique de Villepin ne déclarait-il pas le 1<sup>er</sup> août, dès le début de l'agression, que devant la logique folle qui s'était emparé de l'État d'Israël, il fallait reconnaître sans attendre l'État palestinien et son adhésion à la Cour pénale internationale.

Nous ne demandons pas autre chose dans un premier temps, en soutenant l'initiative de parlementaires français.

**Alors oui : pour un État en Palestine, le moment est bien venu! ■**

Bruno Fritel

### **AFPS 44**

Maison des Associations  
21, allée Baco – 44000 Nantes  
02 51 72 01 23  
afpsnantes@wanadoo.fr

permanences :  
lundi, de 18 à 20 heures

[www.afps44.france-palestine.org](http://www.afps44.france-palestine.org)  
[www.france-palestine.org](http://www.france-palestine.org)

Nous reprenons ici de larges extraits du numéro spécial de cet été rappelant la chronologie des faits et ainsi la stratégie de l'État d'Israël.

# RÉTABLIR LA VÉRITÉ...

*Après 40 jours d'une agression contre la population de Gaza, la plus violente et la plus meurtrière depuis 6 ans, la trêve est rompue et les combats reprennent. Les médias renvoient souvent dos-à-dos les deux parties ou développent l'idée qu'Israël, dans son droit à la sécurité, riposte aux roquettes lancées par le Hamas. La tentation serait forte de déclarer notre impuissance et de passer à autre chose. Mais il nous faut rechercher les causes réelles et décrire les moyens d'agir.*

## L'enchaînement des faits des derniers mois

*En mars 2014, Israël provoque l'échec des négociations directes avec les Palestiniens en cours depuis juillet 2013.*

Pendant toutes ces discussions, Israël a poursuivi la colonisation des Territoires palestiniens : 10 509 « unités de logement » nouvelles sont autorisées ou mises en chantier dans les colonies. Le 16 mars, 56 Palestiniens sont tués par l'armée d'occupation. Puis Israël revient sur son engagement de libérer le dernier contingent de prisonniers et finalement suspend toute négociation.

L'Autorité palestinienne décide — comme c'est son droit — de rejoindre 15 agences de l'ONU. En représailles, Israël gèle le transfert des taxes collectées pour le compte de l'Autorité nationale palestinienne (environ 80 millions d'euros par mois).

*En avril 2014, les Palestiniens relancent leurs efforts de réconciliation nationale qui débouchent sur un gouvernement d'union nationale.*

Malgré les protestations israéliennes, l'UE salue cet accord et la France se dit prête à travailler avec le nouveau gouvernement palestinien s'il soutient le processus de paix. Les Nations Unies soutiennent l'unité palestinienne sur la base de la reconnaissance d'Israël et de la non-violence.

Le gouvernement israélien, qui ne peut admettre la mise en place d'un gouvernement palestinien d'union, se retrouve isolé. Il cherche tous les moyens pour le faire échouer. L'attaque de Gaza en sera l'occasion.

*Le 12 juin 2014*, trois jeunes Israéliens, étudiants dans une colonie, sont enlevés dans la région d'Hébron ; bien qu'il n'y ait aucune revendication de cet acte, Israël accuse aussitôt le Hamas et déploie dans la région des milliers de soldats qui dévastent les champs et les cultures. L'armée israélienne arrête 840 Palestiniens en Cisjordanie, souvent membres du Hamas. Dans le même temps, la violence des colons se déchaîne en Cisjordanie : un jeune Palestinien, Muhammad Abou Khdeir est capturé et brûlé vif par trois colons. Finalement, les corps des trois jeunes Israéliens, assassinés dans des circonstances mal élucidées, sont retrouvés quelques jours plus tard. C'est le signal attendu.

Pendant les trois semaines entre l'enlèvement et la « découverte » des corps, l'armée israélienne a frappé la structure du Hamas en Cisjordanie et il n'y a eu que de très rares tirs (non revendiqués) de roquettes depuis Gaza. Le Hamas n'a pas voulu faire monter les enchères.

Mais à un moment, celui-ci a considéré qu'il ne pouvait pas laisser les attaques israéliennes sans réponse. L'élimination de 7 combattants dans une attaque de drone israélien *le 7 juillet*, a été considérée par le Hamas comme un acte d'agression rompant le cessez-le-feu avec Israël. Négocié avec le partenaire égyptien, l'engagement avait été pris en novembre 2012 qu'aucune partie ne mènerait une opération militaire contre l'autre. Le Hamas et son aile militaire, les brigades Ezzedine Al-Qassam, ont alors considéré qu'ils devaient répondre.

Avec cette spirale qui s'enclenche, Israël a atteint son double objectif : provoquer la division entre Hamas et Fatah

pour faire échouer la réconciliation et frapper la population civile de Gaza en « espérant » qu'elle se retourne contre le Hamas. Comme en 2009 et 2012, l'agression de Gaza relève de la part d'Israël d'un plan programmé qui n'attend qu'une « étincelle » pour la déclencher.

## Les véritables causes

*Il ne faut donc pas situer le début de cet engrenage à l'enlèvement et l'assassinat des trois jeunes colons israéliens. Mais c'est bien le refus obstiné du gouvernement israélien de mettre un terme à la colonisation de la Cisjordanie et de maintenir le blocus de Gaza qui sont en cause.*

À Gaza, toujours sous occupation, le blocus — inhumain et illégal — imposé par Israël limite l'entrée de vivres au strict nécessaire et pose des restrictions sur les matériaux de construction. La pêche, activité naguère florissante dans ces eaux poissonneuses, a été réduite à néant par l'interdiction de la zone de pêche au-delà de 6 kilomètres. Le territoire agricole a été amputé de 30 % par une « zone tampon » et il a été dévasté par les chars et pollué par les tirs d'obus.

L'absence de port et d'aéroport (financé en partie par l'UE et détruit par les bombardements israéliens en 2001) rend la bande de Gaza totalement dépendante de l'occupant israélien ou de l'Égypte pour ses échanges extérieurs, soumettant toute activité économique à la tutelle de l'occupant.

C'est ce siège qui provoque la pauvreté, le chômage et l'insécurité sanitaire et alimentaire.

# Gaza, Massada des temps présents

*Oui, Gaza ou Massada\* des temps présents ! Avec la certitude que nous ne sommes pas dans le mythe ou la légende. Les Gazaouis seraient-ils les Zélotes d'aujourd'hui ?*



Bien sûr, mais avec la différence faite par le temps, les époques et le renversement des rôles. Mais aussi, Gaza n'est pas une forteresse avec des hauts murs de granit protecteurs. Gaza est une béance de poussière, de boue, de pauvreté, de maladie, de mort et assiégée depuis de longues années. Exposée et ouverte aux plaies et à la vindicte des feux ennemis... depuis ciel, terre et mer. Et ils meurent les Gazaouis, mon peuple, peuple d'une humanité devenue sans pitié, scandaleuse dans sa position spectatrice et voyeuse. À Gaza, mon peuple se lève d'indignation et de colère, puis tombe sous les fracas mortifères et destructeurs des dernières technologies.

Là-bas, ils se serrent entre eux, déjà de leur vivant (une des plus grandes densités au monde) et tiennent les quelques instants de vie ou de survie qu'on leur accorde bon gré, mal gré.

Et maintenant, ils se serrent dans la mort : père, mère, enfants, oncles, cousins et cousines — les familles arabes sont nombreuses.

Dans leurs paradoxes, ils tentent de fuir d'un trottoir à un autre, d'une chambre à une autre et se résignent enfin à mourir dans leurs lits ou sous la table de leurs cuisines. Mais ensemble, soufflent contre souffle, tremblent contre tremblement, serrés, rassemblés, ils explosent en lambeaux par « les frappes

chirurgicales ». Où aller, où fuir où mourir quand leurs dômes de protection, ne sont qu'à Jérusalem dans les mosquées et les églises. C'est inatteignable et ce n'est pas électronique. Et quand leurs dirigeants envoient des roquettes pour les défendre, par désespoir de cause, elles se retournent par malédiction contre eux, peuples et chefs à la fois. Ces roquettes les tuent, les suicident, ayant été transformées, perfectionnées par l'ennemi posté sur le haut des collines, applaudissant de joie et de rage à chaque explosion.

Je ne rentrerai dans le décompte macabre des morts, des blessés et des destructions. C'est connu, ça se dit à chaque bulletin d'information. Les Gazaouis cruellement tués, debout, assis, ou couchés, n'abdiquent pourtant pas. C'est tout un peuple qui se lève, les bras en l'air, non pas pour se rendre, mais espérer l'aide de Dieu et des mouvements solidaires de par le monde. Pour enfin une paix juste, pour leurs droits qui ont tant tardé à être appliqués. ■

*Suzanne el Farrah, une Palestinienne qui a fait le voyage de Gaza à Nantes et qui vit en République française.*

*Massada : forteresse érigée sur un éperon rocheux au bord du Jourdain, dont la population, les Zélotes, après avoir résisté au siège de la ville par les Romains, préféra se suicider collectivement en 73 après J.C., plutôt que de tomber aux mains de l'ennemi. Massada est toujours célébré par les Juifs comme la résistance face à l'oppression.*

## LE HAMAS

*Les Frères Musulmans étaient présents depuis des décennies à Gaza et plus généralement en Palestine. Ils ont bâti un réseau dense d'institutions sociales autour des mosquées et ont longtemps refusé de s'engager sur le terrain politique, faisant parfois le jeu d'Israël. La création du mouvement de résistance islamique Hamas (« zèle » en arabe) en 1987 par le Cheik Yassin lors de la première intifada, correspond à une radicalisation importante de ses positions face à un occupant de plus en plus belliqueux.*

*Si sa charte revendique la libération de la Palestine historique (incluant Israël) et son islamisation, dans les faits et dans d'autres engagements comme le document d'entente nationale de 2006, il reconnaît Israël dans les frontières de 1967 (celles des résolutions de l'ONU).*

*Le développement de son influence et sa victoire aux élections législatives de 2006 est due au désaveu de la politique de l'OLP menée à Oslo et à la corruption du Fatah. Son coup de force contre le Fatah à Gaza n'a fait qu'anticiper sa mise à l'écart programmée par ce dernier.*

*Il revendique la résistance armée comme moyen de lutte face à un pays occupant la Palestine et lourdement armé. Les attentats contre des civils lui ont valu d'être inscrit sur la liste des organisations terroristes avec qui les occidentaux ne discutent pas.*

*Rappelons cependant que le Fatah était dans la même situation que lui avant les accords d'Oslo de 1993 et qu'Israël négocie avec son ennemi en 2014 pour signer un armistice, comme il l'a fait en 2011 pour libérer le soldat Shalit.*

*Le Hamas, qui venait de signer un accord de gouvernement avec l'OLP, reste ainsi un mouvement nationaliste, conservateur et religieux, ce qui le rend parfois difficile à classer et en tous les cas complètement différent de la mouvance Al Qaïda. Malgré son autoritarisme et l'usure du pouvoir, il redore régulièrement son aura auprès de la population palestinienne par la résistance farouche qu'il oppose à l'occupant lors de ses agressions et massacres.*

*Des quartiers de Gaza aujourd'hui à l'image des ruines de Massada... mais en moins touristique... (photo Media Town).*

# Massacres à Gaza, Résistance en Cisjordanie

« Longtemps avant que vous n'ayez tué le dernier combattant à Gaza, la résistance s'est levée en Cisjordanie, Jérusalem et dans les communautés Palestiniennes à l'intérieur d'Israël ». (site de l'AIC\*)



À Rafah, la destruction des tunnels semble autoriser l'armée israélienne à tirer bien au-dessus du sol (photo Zorih Miller - Rapport).

## L'ENCHAÎNEMENT DES ÉVÉNEMENTS

Le 2 juin, un gouvernement d'union palestinien, nommé avec l'accord de tous les partis politiques, a prêté serment. Mais déjà la veille, trois futurs ministres étaient bloqués à Gaza.

Le 3 juin, Israël rejette ce gouvernement d'union, pourtant salué favorablement par la communauté internationale.

Le 5 juin, Israël annonce la construction et fait un appel d'offre pour 1 500 logements en Cisjordanie, dont 400 à Jérusalem.

Et le 8, il lance un projet de construction de 3 000 logements.

Comme une opportunité, dans ce contexte de tension extrême, le 12 juin, trois colons disparaissent en Cisjordanie, dans une zone C, sous le contrôle civil et militaire d'Israël, où l'Autorité Palestinienne ne dispose d'aucun pouvoir.

La réponse d'Israël est immédiate et violente ; bouclage de toute la région d'Hébron. Tous les accès de la ville sont bloqués, une opération mobilisant plus de 2 500 soldats. À Halhul, au nord d'Hébron, c'est le chaos : les soldats lancent des gaz lacrymogènes et des grenades assourdissantes. « Ils fouillent, ils cherchent, sautent des hélicoptères, marchent par groupe de 1 000 soldats, pénètrent dans les mai-

sons. Ils cherchent dans les tiroirs, mélangent tous les objets, déchirent les canapés. » selon le témoignage d'un habitant de Halhul.

Cet état de siège dure plusieurs semaines et est étendu au nord de la Cisjordanie. Quand le 30 juin, les corps des trois colons sont retrouvés, on compte 420 arrestations de Palestiniens et 4 sont tués dont 3 mineurs. Mais 4 Palestiniens tués, cela ne fait pas le buzz dans les médias.

Début juillet des groupes extrémistes juifs mènent des attaques sanglantes en Cisjordanie et un jeune Palestinien est brûlé vif à Shu'afat (Jérusalem-est).

Dans ce contexte de violence en Cisjordanie, les journalistes sont pris pour cibles par l'armée israélienne, les locaux d'impression sont pris d'assaut, les ordinateurs des rédactions sont saisis. Des affrontements ont lieu à proximité des colonies, aux barrages militaires, l'incarnation même de l'occupation. Fin août, on compte 600 arrestations, et 18 Palestiniens tués en Cisjordanie.

## LA SOLIDARITÉ DES PALESTINIENS

Les manifestations de solidarité avec les Gazaouis sont nombreuses, lors de la prière du vendredi, lors des funérailles, spontanément dans un quartier quand arrive l'annonce de morts, les nouvelles vont très vite, chacun

est collé à son poste de radio ou de télé. Le dernier jour de Ramadan, le 26 juillet, est déclaré « jour de colère » dans toute la Cisjordanie. À cette occasion, ils ont fait des collectes d'argent, de médicaments, de nourriture pour Gaza. Ils ont vendu des T-shirts « Nous sommes tous Gaza ».

Simultanément, le boycott contre Israël se renforce. De nombreux magasins et chaînes de distribution se sont engagés à retirer les produits israéliens de leurs rayons, en solidarité avec Gaza.

Le cessez le feu est acté le 27 août, un grand soulagement des états occidentaux. Dès le 1 septembre, Israël décide de s'appropriier 400 hectares de terres en Cisjordanie, près de Bethlehém, la plus grande saisie de terres depuis 30 ans. Quelles protestations internationales ? Tout au plus des « préoccupations »...

Et le 6 septembre, nouvel appel d'offres pour la construction de 283 logements dans la colonie d'Elkana : la colonisation-annexion peut continuer !

Laissons Ziad Medoukh tirer la conclusion : « L'aspect important de cette guerre a été l'unité nationale palestinienne. La société est restée unie derrière la Résistance. Il y a eu une résistance populaire exemplaire alors que l'un des buts de la guerre était de freiner les efforts d'unité nationale palestinienne ».



A. HAMON

\*AIC :  
Centre international  
alternatif animé par  
M. Warchawski.

# En Israël, des voix discordantes

*Les médias nous assènent cette information : « 80 % des Israéliens approuvent leur gouvernement dans son attaque de Gaza. ». Pourtant, même si elles sont rares et peu médiatisées, des déclarations divergentes se font jour.*

**Amira Hass,**  
journaliste à Haaretz

« Les états membres de l'UE et les USA ont donné à Israël le feu vert pour tuer, détruire, pulvériser. [...] Dans leurs déclarations passionnées sur le droit d'Israël à se défendre, ils ont oublié de mentionner le droit des Palestiniens à la sécurité et à la protection contre l'armée israélienne... Même après 47 ans, les responsables n'arrivent pas à comprendre que l'oppression ne conduit pas à la soumission. »

**Yonatan Shapira,**  
refuznik

« Ce massacre d'innocents est un crime contre l'humanité [...] Gaza est le symbole de ce qu'un pouvoir militariste et colonial fait de pire [...] À mes yeux, entre le Jourdain et la mer, chacun, qu'il soit juif, chrétien, musulman, athée, devrait être libre d'aller et venir, de quitter le pays et d'y revenir [...] Peu importe la forme, l'essentiel est que tous puissent vivre sur cette terre en citoyens égaux, qu'il y ait des frontières ou non. »

**Nurit Peled Elhanan,**  
militante pacifiste

« Le caractère non-démocratique de l'État d'Israël est de plus en plus en train de se transformer en un état d'apartheid

dangereux [...] La responsabilité de tous ces crimes contre l'humanité doit être imputée à qui de droit; sur les mains sanglantes des dirigeants politiques racistes, des généraux, des soldats et des pilotes, des hooligans de la rue et des membres de la Knesset. Tous sont coupables de l'effusion de sang et devraient être traduits devant la Cour pénale internationale de justice. »

**Gidéon Lévy,**  
journaliste à Haaretz

Il a reçu des menaces de mort et son journal lui paie un garde du corps... L'opération « "Bordure protectrice" avait pour but de rétablir le calme; tuer des Arabes est le moyen utilisé [...] À Gaza les corps s'empilent, pour remplir un tableau épouvantable, mis à jour en temps réel, de cette tuerie massive qui fait la fierté d'Israël [...] »

**Michel Warschawski,**  
militant de gauche,  
anticolonialiste.

À la question pourquoi la guerre ? il répond : « Il faut d'abord dire que Gaza est secondaire. Pourquoi la guerre ? Point. Pour repousser le plus longtemps possible toute velléité internationale de tendre à l'ouverture de négociations. L'ennemi stratégique du grand Israël

c'est la négociation. Ce gouvernement ne veut pas négocier [...] Il est clair qu'en attaquant Gaza, les négociations seraient rendues impossibles. »

**B'Tselem**

ONG israélienne de défense des droits de l'homme et promouvant un futur où Palestiniens et Israéliens vivraient dans la liberté et la dignité.

Elle appelle le gouvernement israélien à «cesser immédiatement les bombardements, éviter de faire souffrir la population palestinienne, et cesser de lui imposer une punition collective».

**327 juifs de plusieurs pays,  
 survivants de l'Holocauste  
 signent une lettre à charge  
 contre Israël**

« Comme survivants et descendants de survivants juifs du génocide nazi, nous condamnons sans équivoque le massacre des Palestiniens à Gaza, l'occupation continue ainsi que la colonisation de la Palestine historique. Nous condamnons en outre les USA pour fournir à Israël le financement nécessaire pour mener à bien cette attaque, et les pays occidentaux pour peser de tout leur poids diplomatique afin de protéger Israël de la condamnation. Tout génocide commence par le silence du monde. »

## UN BLOCUS QUI ASPHYXIE

Le coût du maintien de 9 000 colons face à 1,7 million de Palestiniens, a décidé Ariel Sharon à l'évacuation de Gaza en 2005, afin de resserrer plus facilement l'étau sur Gaza et mieux coloniser la Cisjordanie. Ce retrait unilatéral non-négocié a été accompagné de mesures drastiques de contrôle du territoire, accentuées en 2007 après la victoire du Hamas, comme l'interdiction faite à 25 000 Gazaouis de travailler en Israël.

Sur terre, les points de passage

sont ouverts à la seule discrétion des Israéliens, qui peuvent donc bloquer toute importation ou exportation.

Sur mer, la zone de pêche a été rétrécie à 5 reprises depuis Oslo en 1993, passant de 35 à 5 km des côtes aujourd'hui, réduisant considérablement la vitalité de ce secteur.

Par air : après avoir détruit en 2001 l'aéroport de Gaza (le seul de Palestine), qui avait été financé par l'UE, Israël surveille la population par des drones, quand il ne la bombarde pas massivement.

L'Égypte, de son côté, excepté pendant la courte période des Frères Musulmans au pouvoir, gère le point de passage de Rafa à sa guise, selon ses intérêts, détruisant ou fermant des tunnels — indispensables pour la survie des habitants — et envisageant la construction d'un mur de séparation.

Gaza reste ainsi plus isolé que jamais, c'est pourquoi les autorités du Hamas ont exigé la levée du blocus comme condition à la poursuite du cessez-le-feu.

# Une histoire de Gaza...

Sanabel (10 ans)  
et Haifa (6 ans),  
quartier Shujayea, Gaza  
(photo Anne Paq  
Activestills).



## UNE POPULATION...

... de réfugiés (chiffres 2012)

ISRAÉLIENS D'ISRAËL	6 000 000 habitants
PALESTINIENS	6 100 000 habitants*
• dont vivant en CISJORDANIE	2 700 000
• dont vivant en ISRAËL	1 700 000
• dont vivant à GAZA	1 700 000

(\*) chiffre auquel il faut ajouter une diaspora palestinienne de 5 500 000 habitants.

## Gaza

En 1948, 180 000 réfugiés ont fui leurs terres pour s'installer à Gaza (26% des réfugiés de l'époque). Ils sont pris en charge à minima par l'agence de l'ONU créée spécialement, l'UNRWA, mais dont les ressources sont en baisse constante.

Aujourd'hui, environ les 3/4 des habitants de Gaza, soit 1 200 000 personnes, sont des réfugiés, répartis en 8 camps, alors qu'ils ne sont que 750 000 en Cisjordanie. Ils sont originaires des régions limitrophes au nord de Gaza : Sdérot, Ashqelon, Ashdod... Alors que le « droit au retour [...] à une date aussi rapprochée que possible » a été reconnu par l'ONU en 1948, ces localités ont pour la plupart été rasées pour faire place à des nouvelles villes israéliennes. Celles-ci sont parfois la cible des roquettes palestiniennes...

## ... Et de jeunes

Près de la moitié de la population a moins de 15 ans. Aussi, nombre d'entre eux ont payé un lourd tribut parmi les morts ou les blessés; certains ont vu leurs parents mourir et développent des traumatismes psychologiques; tous ont connu les bombardements et les violences. Enfin près de 60% des 15-24 ans sont au chômage.

La ville de Gaza, dont la création remonterait à 1 500 ans avant J.-C., fut le point de départ des expéditions des Pharaons pour s'assurer le contrôle de la Palestine. Son intérêt principal réside alors dans sa position stratégique sur la route côtière; elle s'enrichit par la suite grâce à un commerce florissant. Tour à tour sous domination des Philistins, des Babyloniens, des Grecs puis des Romains, Gaza, peuplé de chrétiens et de juifs, passe progressivement sous influence arabo-musulmane. Elle alterne ainsi entre administration par mandat et occupation militaire, pour appartenir en 1841 à la province de Palestine sous l'Empire Ottoman.

## Sous mandat britannique...

Après la première guerre mondiale, la Palestine (dont Gaza fait partie) passe sous mandat britannique, jusqu'en 1947. Un plan de partage prévoyant la création d'un État juif (sur 54% de ce territoire) et arabe (sur 46%) est alors voté à l'ONU. À cette époque, Gaza était déjà coupée de la Cisjordanie, mais sa superficie était trois fois plus grande (voir carte). Le rejet par les pays arabes de ce plan injuste conduit à l'occupation de la Cisjordanie par la Jordanie et de Gaza par l'Égypte.

En 1948, la première guerre israélo-arabe réduit Gaza à la mince bande côtière de 365 km<sup>2</sup> que nous connaissons aujourd'hui et vers laquelle de très nombreux réfugiés affluent.

## Annexée par l'Égypte...

En 1956, Israël occupe Gaza quelques mois en soutien à l'expédition militaire franco-britannique contre la nationalisation du canal de Suez par Nasser. Son armée massacrera près de 1 000 civils avant d'être obligée de se retirer.

## ... Puis par Israël

En 1967, lors de la guerre des six jours, Israël occupe Gaza. Les premières colonies sont alors implantées à Netzarim et Kfar Darom.

La victoire du Likoud (droite) en 1972 voit un afflux d'Israéliens investir les colonies de Gaza. Ce mouvement s'accroît en 1979 avec le démantèlement de celles installées dans le Sinaï (rendu à l'Égypte) après l'accord de paix entre Israël et ce dernier.



## La Résistance

Le 9 décembre 1987, la première intifada débute avec un soulèvement massif de la population palestinienne contre l'occupant israélien, au lendemain de l'accident à Gaza d'un camion israélien tuant quatre occupants d'une voiture palestinienne.

Les accords d'Oslo de 1993 voient l'Autorité Palestinienne s'installer à Gaza. Un aéroport y sera construit, mais Israël le détruit totalement lors de la seconde intifada, en 2001.

Et c'est en 2005, sous la pression internationale et de l'intifada, qu'Ariel Sharon ordonne l'évacuation sans négociation des colonies de Gaza.



**LES FRONTIÈRES DE GAZA**

*Si le contour de Gaza ne fait pas débat, il n'en est pas de même pour la « zone tampon » entre Israël et Gaza, qui est en constante augmentation.*

*Lors des négociations d'Oslo, elle fut acceptée par les deux parties sur une largeur de 50 mètres à l'intérieur du territoire de Gaza.*

*Depuis, Israël n'a eut de cesse de l'étendre; aujourd'hui, elle mesure entre 300 et 600 mètres de large sur toute la longueur, amputant le territoire d'une partie de ses meilleures terres, amenant les fermiers à prendre des risques considérables en s'en approchant.*

*On considère qu'un tiers des terres cultivables ainsi que les systèmes d'irrigation ont été rendus impraticables pendant l'agression israélienne de cet été.*

En 2006, le Hamas (mouvement de la résistance islamique, issu de la branche palestinienne des Frères Musulmans, et créé à Gaza en 1987 par le cheikh Yassine), remporte les élections législatives.

L'enlèvement du soldat israélien Shalit à la frontière avec Gaza en 2006, voit Israël lancer une vaste opération militaire pour le récupérer, sans succès. L'opération fait 400 morts palestiniens et 7 israéliens. Après un accord entre Israël et le Hamas, le soldat israélien sera échangé en 2011 contre 1 030 prisonniers palestiniens.

Après une lutte fratricide avec le Fatah faisant des centaines de morts, le Hamas prend le contrôle militaire de Gaza en 2007. Israël et l'Égypte imposent alors dès 2008 un blocus terrestre, aérien et maritime à Gaza. Celui-ci asphyxie littéralement la population, faisant de Gaza la plus grande prison du

monde, puisque même le ciel est quadrillé par des drones.

La terrible agression de décembre 2008 – janvier 2009, menée par Israël autant pour affaiblir le Hamas que pour des motifs de politique intérieure, fera 1330 morts palestiniens et 13 israéliens, des milliers de blessés et des dégâts considérables.

Une mobilisation internationale de soutien débouchera sur l'envoi en 2010 de plusieurs flottilles afin de briser le blocus : l'une d'elle est arraisonnée par l'armée israélienne qui donne l'assaut et tue 9 militants de la paix, suscitant la réprobation mondiale.

Le juge Goldstone déclare au même moment, que la commission mandatée par l'ONU qu'il préside, a réuni les preuves de violations par Israël, pouvant constituer des crimes de guerre voire contre l'Humanité. Les pressions

américaines affaibliront le rapport, évitant de mettre Israël sur le banc des accusés.

Deux ans plus tard, en 2012, l'armée israélienne lance une nouvelle opération militaire qui fera 160 morts palestiniens et 6 israéliens; des roquettes sont tirées pour la première fois sur Tel-Aviv et Jérusalem.

Alors que la Palestine est devenue membre observateur à l'ONU (2012), que les négociations entre Israël et l'Autorité Palestinienne (OLP), sous le patronage des États-Unis, viennent de se terminer par un échec (2014) et que Hamas et Fatah viennent de former un gouvernement d'union (2014), Israël lance en juillet 2014 une offensive militaire sans précédent contre le peuple gazaoui faisant plus de 2 000 morts et 10 000 blessés palestiniens, la plupart civils, détruisant systématiquement de nombreux bâtiments. ■ Bruno Fritel

*Bombardement aérien sur Gaza City, le 8 juillet dernier (photo Eyad Al Baba Anadolu Agency).*



## manifs

### L'ambassadeur de Palestine à Nantes

« Pour ne pas laisser se réinstaller un silence de mort », 300 personnes ont accueilli, le 11 octobre, l'ambassadeur de Palestine en France, Hael El Fahroum, qui fut reçu par le président du conseil général et la municipalité de Nantes. Une manifestation suivie d'une intervention devant le palais de justice et un débat à la maison des syndicats lui permirent de réaffirmer l'impérieuse nécessité de lever le blocus de Gaza et de sanctionner Israël pour son agression.



### Rassemblement à Paris

Le rassemblement organisé à Paris le 18 octobre a permis de mobiliser entre 2 et 3 000 personnes de toutes les régions. 25 associations, syndicats et partis se sont retrouvés pour dénoncer l'immobilisme du gouvernement français et revendiquer des sanctions contre Israël et la reconnaissance d'un état palestinien, en alternant interventions et partie musicale.



# Le Tribunal Russell constate des crimes

« Puisse ce tribunal prévenir le crime de silence. »<sup>(1)</sup>

Le Tribunal Russell<sup>(2)</sup> s'est réuni en session extraordinaire le 24 septembre 2014. Il a constaté que des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ont été commis par l'armée israélienne à Gaza. Il a également conclu, à l'écoute de nombreux témoignages, que le discours employé à différents niveaux de la société israélienne pendant l'été 2014, avait parfois atteint le seuil nécessaire pour pouvoir le qualifier d'incitation directe et publique au génocide.

Le tribunal note que « l'effet cumulatif du régime prolongé de punition collective à Gaza semble infliger les conditions de vie calculées pour entraîner la destruction graduelle des Palestiniens en tant que groupe à Gaza ».

Le T.R. a appelé :

- Israël à respecter ses obligations en droit international.
- La Palestine à accéder, sans délai, au statut de Rome de la Cour pénale internationale.
- Les états tiers à coopérer entre eux pour mettre fin à la situation illégale qui découle de la situation d'occupation, de blocus et de crimes commis dans la bande de Gaza.
- L'U.E. à adopter des sanctions à l'encontre d'Israël et à exclure les entreprises israéliennes d'armement des programmes de recherche européenne.

(1) Bertrand Russell, le 13-11-1966.

(2) Tribunal d'opinion fondé par B. Russel et J.-P. Sartre en 1966 pour dénoncer les crimes de guerre au Vietnam. Il s'est réuni depuis au sujet d'autres crimes, dont ceux commis en Palestine ; les sessions ont eu lieu de 2009 à 2013.

### BDS : Véolia sanctionnée

La campagne BDS<sup>(\*)</sup> contre la politique israélienne de colonisation, vient de remporter une de ses victoires les plus significatives. Le Koweït vient en effet d'exclure Véolia d'un gros contrat de gestion de déchets, et cela en citant explicitement sa complicité avec Israël ; la société française, également exclue de tous les contrats futurs au Koweït, et devant la multiplicité des contrats perdus dans le monde, avoisinant 24 milliards de dollars, souhaiterait céder ses affaires israéliennes dans l'eau, les déchets et l'énergie.

(\*) Boycott, Désinvestissement, Sanction.



La décharge de Tovlan, dans la vallée du Jourdain, qui reçoit les déchets en provenance d'Israël, est gérée par Véolia.

Plus d'infos sur le site [afps44.france-palestine.org](http://afps44.france-palestine.org)

>>>> Le site de l'AFPS national est actualisé tous les jours.

## La solidarité, c'est aussi adhérer !

### BULLETIN D'ADHÉSION 2015

Nom..... Prénom .....

Adresse .....

e-mail..... Tél .....

Je cotise dans la tranche n° ..... soit ..... €

Chèque à l'ordre de l'AFPS44 : Maison des associations – 21, allée Baco – 44000 Nantes.

### Comité de rédaction

Michel Bernard, Bruno Fritel, Arlette Hamon, Pierre Leparoux, François Leroux, Gilles Bourgeois.

Tranche	Revenus mensuels	Cotisation annuelle
1	- 500 €	10 €
2	500 – 1 000 €	25 €
3	1 000 – 1 500 €	40 €
4	1 500 – 2 000 €	55 €
5	2 000 – 2 500 €	70 €
6	2 500 – 3 000 €	85 €
7	3 000 – 3 500 €	100 €
8	+ 3 500 €	120 €